lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 311 — SEMAINE DU 13 AU 19 AOUT 1974 | PRIX : 2 F

courrier

A propos du terrorisme

Chers camarades,

La lecture de l'article de Jacques Lenoir (**L.O.** n° 308) m'a amené à me poser la question suivante : dans quelle mesure peut-on établir un parallèle entre les terrorismes palestinien et irlandais catholique ? Les points communs sont bien connus :

— La situation désespérée de ces peuples, l'oppression dont ils sont l'objet, le manque de perspectives dû à l'absence d'organisation de classe.

D'où : attentats aveugles avec massacre d'innocents, élargissement du fossé entre les communautés « ennemies ».

Et ils sont eux-mêmes soumis au terrorisme des oppresseurs.

Dans les deux cas, des communistes révolutionnaires ne peuvent que se ranger du côté des opprimés, tout en dénonçant ces méthodes comme étant aveugles et nuisibles à la cause défendue. C'est, je crois, votre position (L.d.C. n° 16) et je la partage entièrement.

Alors, pourquoi une telle différence de ton entre l'attentat de la Tour de Londres et celui, par exemple, de Maalot ? Bien sûr, ces articles sont écrits suivant un plan sensiblement le même, reprenant les divers points cités plus haut. Pourtant, l'ordre dans lequel on aborde ces thèmes, l'importance du développement des uns et des autres et le titre conditionnent le sens de l'article.

Ainsi, sous le titre **le terrorisme des oppresseurs,** Olivier Belin commence son article à propos de Maalot (L.O. n° 299) par ces mots : **« La grande presse et la radio n'ont pas trouvé de mots assez violents pour condamner »,** etc. et termine par **: « les raids israéliens n'ont aucune excuse ».** Par contre, J. Lenoir commence par le caractère odieux de l'attentat et conclut sur le fait qu'il est nuisible. Ces procédés journalistiques font de l'article de J. Lenoir une condamnation plus grave, comparé à d'autres (comme celui de O. Belin) à propos des attentats d'organisations palestiniennes. On y passe rapidement sur **« l'acte odieux qui dessert la cause du peuple palestinien »,** pour s'étendre plus longuement sur les autres points déjà cités. Faut-il en déduire que vous voyez une différence fondamentale entre ces actes de terrorisme ? Si oui, laquelle ? Et pourquoi n'est-elle pas exprimée plus clairement ? Sinon, pourquoi ne pas avoir deux attitudes identiques ?

Amitiés révolutionnaires.

Didier G.
Rillieux (Rhône).

Nous condamnons l'attentat de Maalot comme celui de la Tour de Londres. Et nous répudions d'une façon générale ces méthodes terroristes, non pas seulement, comme tu le dis, parce qu'elles sont aveugles et nuisibles à la cause défendue, mais aussi parce que l'emploi de ces méthodes est lié à la politique des organisations qui les emploient. Celles-ci sont, pour la plupart, des organisations nationalistes, c'est-à-dire en fin de compte des organisations bourgeoises qui, si elles luttent contre une oppression nationale, ne peuvent au mieux qu'instaurer une nouvelle exploitation sous d'autres couleurs. Et, si nous soutenons la lutte des populations catholique irlandaise ou palestinienne contre l'oppression nationale qu'elles supportent, nous n'en combattons pas moins le nationalisme des organisations qui mènent leur combat. Ces méthodes ne sont donc pas seulement « nuisibes à la cause », elles servent, finalement, une autre cause que la nôtre et que celle des populations opprimées.

Cela dit, si nous avons donc, sur le fond, la même analyse dans ces deux cas, nos deux articles avaient pourtant un ton différent... tout simplement parce qu'ils répondaient à deux attentats qui n'ont rien d'identique. Et ce n'est pas un « procédé journalistique ».

Car tu ne peux guère assimiler l'affaire de Maalot, qui était une prise d'otages, dans la fin tragique de laquelle le gouvernement israélien, par sa fin de non-recevoir aux demandes des Palestiniens, porte une part importante de responsabilités, et l'attentat de la Tour de Londres, dont le seul objectif était, non la libération de prisonniers politiques, mais de faire le plus de morts possible dans la foule visitant ce jour-là la Tour. S'il y a des degrés dans le terrorisme aveugle, l'attentat de la Tour de Londres est sans conteste du degré d'horreur et de bêtise le plus haut, dans la tradition des organisations nationalistes irlandaises, bien souvent cléricales, militaristes et réactionnaires. Et nous pouvons dénoncer cela tout en soutenant la lutte de la population catholique d'Irlande du Nord contre l'impérialisme anglais.

Enfin et surtout, les attentats palestiniens donnent lieu régulièrement dans la presse française à des campagnes effrénées contre les Palestiniens, campagnes qui s'appuient sur le racisme anti-arabe d'une partie de la population. Face à de telles campagnes, il nous appartient — bien plus que dans le cas de l'Irlande, qui ne donne pas lieu au même déchaînement — de souligner notre soutien au peuple palestinien, de souligner que les vrais responsables de ces massacres sont finalement ceux qui ont mis ce peuple palestinien dans cette situation sans issue, de souligner l'ignominie de la presse aussi, qui n'a pas assez de mots pour condamner les attentats des Palestiniens, mais consacre à peine quelques entrefilets aux représailles israéliennes, à ce « terrorisme des oppresseurs » qui se fait avec des avions et des bombes et qui fait bien plus de victimes, tout aussi innocentes que celles des terroristes palestiniens !

Alors, il ne suffit pas de déclarer que ces attentats sont, gobalement, tout aussi condamnables. Il nous appartient aussi de répondre à chaque cas concret, de combattre les préjugés d'autant plus fort qu'ils se manifestent plus violemment. C'est ce que nous pensons faire dans nos articles.

Les « R.G. » des patrons à l'œuvre

Un lecteur parisien nous communique la lettre suivante :

Chers camarades,

Employé au service du personnel d'une université parisienne, mon travail m'offre parfois l'occasion d'avoir connaissance de procédés patronaux très particuliers. Jugez-en.

Le document dont vous trouverez ci-joint photocopie émane d'une entreprise de mécanique automobile de la région parisienne. Le chef du personnel de cette société nous demande de lui communiquer, « à titre confidentiel » (et sans doute en vue d'embauche), des renseignements sur un ouvrier de service (nettoyage) qui a quitté notre établissement voici quelques mois.

A la lettre, signée du chef du personnel, est joint un questionnaire détaillé, ainsi qu'une enveloppe timbrée pour la réponse.

Ce document appelle quelques commentaires :

1°) Les termes de la lettre d'accompagnement sont suffisamment ambigus **(« La personne désignée sur la fiche ci-jointe nous cite votre maison comme référence »)** pour qu'on ne puisse pas établir, à sa seule lecture, que c'est d'un travailleur candidat à l'embauche qu'il s'agit. Les renseignements demandés pourraient tout aussi bien concerner un fournisseur, ou un client qui demande du crédit, etc. L'état-civil de l'intéressé n'est d'ailleurs pas mentionné sur la lettre, mais n'apparaît, frappé à la machine, que sur le questionnaire distinct de la lettre.

2°) La partie « questionnaire » ne comporte aucune mention (en-tête, références, adresse, signature...) susceptible de permettre d'en déceler l'origine ou le destinataire. L'employeur sollicité pourra répondre à l'aide de croix parfaitement anonymes, sans aucun écrit compromettant, et retournera le questionnaire sous l'enveloppe timbrée fournie par le solliciteur, évitant ainsi l'emploi de ses propres enveloppes, de sa machine à affranchir ainsi que... les erreurs d'acheminement !

A supposer que, par le plus malencontreux des hasards, le courrier soit intercepté par une tierce personne, aucune corrélation ne pourra être formellement établie entre les renseignements transmis, celui qui les a demandés et celui qui les a fournis.

Un tel luxe de précautions en dit long sur la bonne conscience de leurs auteurs !

3°) La nature des renseignements demandés est tout aussi révélatrice.

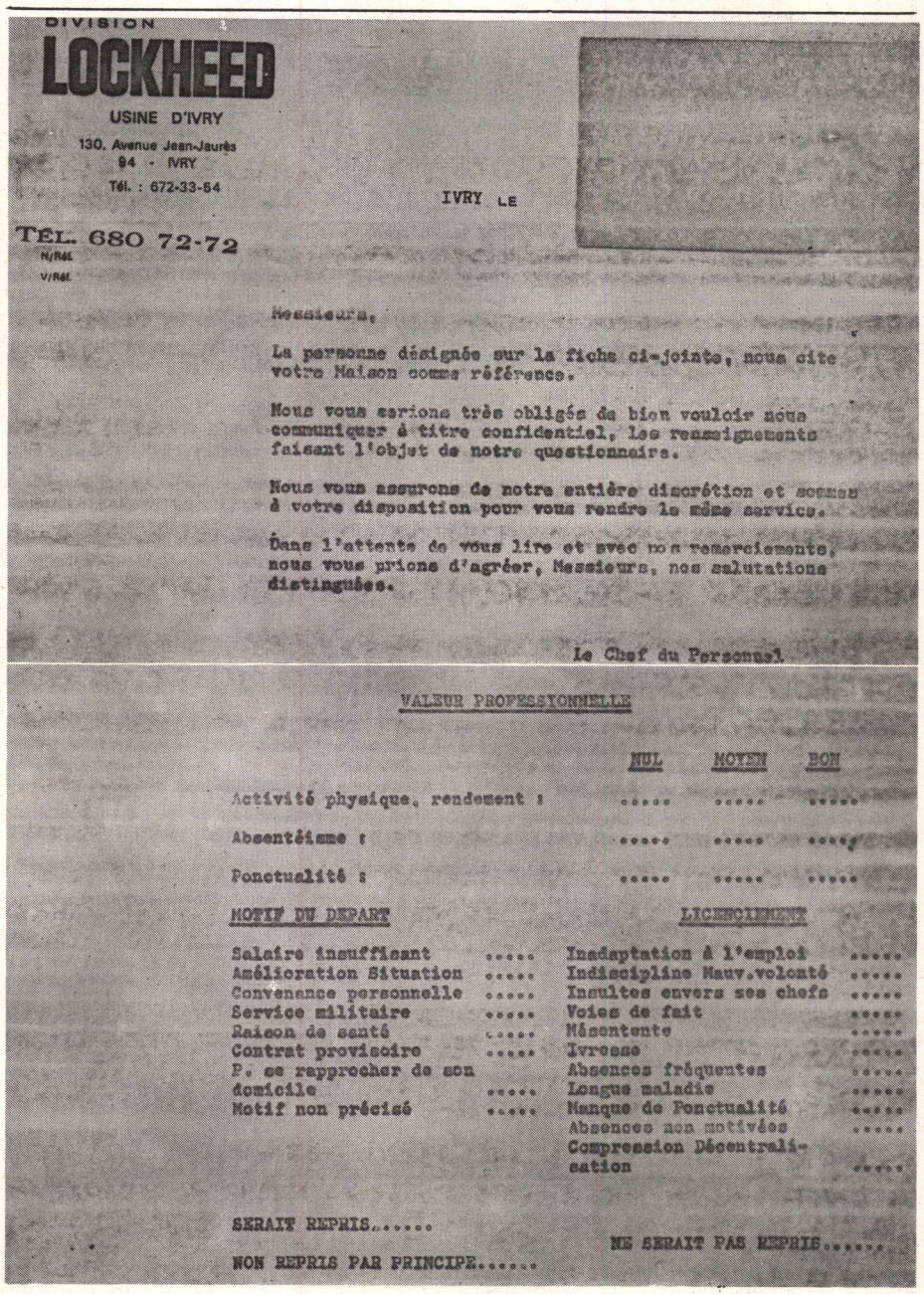
La rubrique « activité physique - rendement » trahit une préoccupation bien naturelle de la part de l'exploiteur curieux, mais requiert une réponse relativement objective. En revanche, que signifient des rubriques distinctes pour quatre notions aussi voisines que « état d'esprit », « caractère », « honnêteté », « conduite » ? (Amusons-nous, au passage, de ce très militaire « R.A.S. » en face du critère d'honnêteté). Est-ce à dire qu'une personne honnête, ayant bon caractère et se conduisant bien, puisse avoir « mauvais esprit » ? On peut deviner ce que cela veut dire dans le vocabulaire patronal...

Relevons également, parmi les motifs de licenciement, la « mésentente » et la « longue maladie », et enfin cette perle : « Serait repris - Ne serait pas repris - Non repris par principe ». On se demande ce que viennent faire les « principes » dans ce questionnaire policier !

4°) Un tel procédé vise à tourner les dispositions de l'article 24 du Livre I^er^ du Code du Travail, qui précise que le certificat de travail doit mentionner exclusivement la date d'entrée, la date de sortie et l'emploi occupé par le salarié.

Or, le fait que le document original soit imprimé au duplicateur à alcool (ce qui explique la mauvaise qualité de ma photocopie), ainsi que la mention « (nous) sommes à votre disposition pour vous rendre le même service » prouvent, s'il en était besoin, que ce système est d'usage courant. Cette pratique du « renseignement confidentiel », en se généralisant, tend à instaurer à l'usage des patrons un véritable service de Renseignements Généraux, plus discret que les milices privées, mais tout aussi efficace à l'égard des syndicalistes, militants de tout poil, mauvaises têtes et autres empêcheurs d'exploiter en rond...

Je me tiens à votre disposition pour toutes informations complémentaires, mais vous demanderai de bien vouloir préserver mon anonymat pour des raisons que je pense inutile de préciser.



DIVISION
LOCKHEED
USINE D'IVRY
130, Avenue Jean-Jaurès
94 - IVRY
Tél. : 672-33-54

IVRY LE

TEL. 680 72-72
N/Réf.
V/Réf.

Messieurs,

La personne désignée sur la fiche ci-jointe, nous cite votre Maison comme référence.

Nous vous serions très obligés de bien vouloir nous communiquer à titre confidentiel, les renseignements faisant l'objet de notre questionnaire.

Nous vous assurons de notre entière discrétion et sommes à votre disposition pour vous rendre le même service.

Dans l'attente de vous lire et avec nos remerciements, nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Le Chef du Personnel

VALEUR PROFESSIONNELLE

	NUL	MOYEN	BON
Activité physique, rendement :	.....	.....	.....
Absentéisme :	.....	.....	.....
Ponctualité :	.....	.....	.....

MOTIF DU DEPART		LICENCIEMENT	
Salaire insuffisant	.....	Inadaptation à l'emploi	.....
Amélioration Situation	.....	Indiscipline Mauv.volonté	.....
Convenance personnelle	.....	Insultes envers ses chefs	.....
Service militaire	.....	Voies de fait	.....
Raison de santé	.....	Mésentente	.....
Contrat provisoire	.....	Ivresse	.....
P. se rapprocher de son domicile	.....	Absences fréquentes	.....
Motif non précisé	.....	Longue maladie	.....
		Manque de Ponctualité	.....
		Absences non motivées	.....
		Compression Décentralisation	.....

SERAIT REPRIS.....

NE SERAIT PAS REPRIS.....

NON REPRIS PAR PRINCIPE.....

U.S.A.

L'ÉTAT CONTROLE LE PRÉSIDENT MAIS QUI CONTROLE L'ÉTAT ?

LA démission de Nixon a été présentée par la plupart des commentateurs comme une sorte de conte de fées pour grandes personnes : « Il était une fois — nous a-t-on expliqué en substance — un président des Etats-Unis qui avait malhonnêtement espionné son concurrent aux dernières élections. Mais le scandale a été découvert, et tous les efforts du malhonnête président pour tenter d'entraver l'action de la justice ont été vains. Le peuple américain a chassé de la Maison Blanche l'auteur du sacrilège — pour reprendre les termes du Monde. **La démocratie a fini par triompher. »**

Il faudrait cependant être bien naïf pour croire que c'est vraiment l'affaire de Watergate qui a amené le départ de Nixon, alors que celui-ci avait été élu sans problème quelque cinq mois après le début de cette affaire. D'ailleurs, si les hommes politiques de la bourgeoisie qui ont été compromis dans des affaires de ce genre avaient vu leur carrière brisée, ils seraient pratiquement tous au chômage depuis longtemps.

En effet, l'espionnage, les tables d'écoute, les surveillances policières et autres procédés de ce genre sont d'un usage courant dans le monde des politiciens de la bourgeoisie, aux Etats-Unis comme en France, et Watergate n'a été qu'un prétexte et qu'un paravent destiné à cacher aux travailleurs américains ce qui se passait réellement dans les coulisses de l'appareil d'Etat. Nixon n'a pas démissionné devant l'indignation de l'opinion publique. La guerre du Vietnam avait, il y a quelques années, suscité dans le peuple américain, ou du moins dans certaines fractions de celui-ci, des mouvements d'indignation plus profonds et plus manifestes, sans amener aucun président des Etats-Unis à envisager de démissionner. Nixon a démissionné devant la volonté de certains cercles dirigeants, de certaines fractions de l'appareil d'Etat, de se débarrasser de lui.

C'est qu'aux Etats-Unis, comme en France, l'homme qui est élu président de la République et dont le suffrage universel fait, nous dit-on, le chef de l'Etat, ne peut vraiment exercer le pouvoir que dans la mesure où la bourgeoisie, les possédants, sont d'accord pour cela, que dans la mesure où l'appareil d'Etat, c'est-à-dire la haute administration, l'état-major de l'armée, les chefs de la police, sont d'accord pour appliquer sa politique.

Nous en avons eu un exemple en France, il n'y a pas si longtemps, lorsque Giscard, après avoir fait étalage de quelques velléités libérales sur le problème des prisons, a dû se désavouer et donner publiquement l'autorisation aux CRS de tirer à vue sur les prisonniers qui se mutineraient, devant la pression des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur.

C'est que le pouvoir n'est nullement, dans notre société, l'émanation du suffrage universel. Les élections n'y sont qu'un moyen de duper les travailleurs, de leur faire croire que ce sont eux, par leurs votes, qui décident de leur sort.

Le pouvoir, c'est un appareil formé de hauts fonctionnaires, de préfets et de généraux qui l'exerce réellement. Ces gens-là échappent à tout contrôle de la population. Ils ne sont liés qu'aux possédants, aux patrons et aux banquiers. Et ils peuvent, quand elle ne leur convient plus, se débarrasser de la prétendue « représentation populaire », comme l'appareil d'Etat américain vient de contraindre Nixon à démissionner, comme l'appareil d'Etat français avait mis fin, en 1958, à la Quatrième République.

Les travailleurs américains n'ont évidemment aucune raison de pleurer Nixon. Mais la démission forcée de ce serviteur de la bourgeoisie, qui a été victime de règlements de comptes au sein du personnel politique de sa classe, prouve une fois de plus que les travailleurs auraient bien tort de faire confiance au bulletin de vote pour améliorer leur sort. Car même s'ils parvenaient à faire élire un président sincèrement désireux de défendre leurs intérêts, le pouvoir resterait entre les mains de l'appareil d'Etat des possédants, et c'est cet appareil qu'il faudrait d'abord détruire pour pouvoir mener une autre politique.

C'est une leçon valable pour les travailleurs français comme pour les travailleurs américains.

Arlette LAGUILLER.

Armée : les sanctions continuent à pleuvoir

La « semaine de réflexion » du président de la République sur l'armée (qu'est-ce qu'il réfléchit ce nouveau président !) vient de se terminer après toute une journée de réunion du Conseil de la défense. Le plus grand silence a été gardé sur les délibérations du Conseil, et Giscard n'a pas tenu à faire part du résultat de ses cogitations : « c'est une preuve de la profondeur de ses réflexions », commente la presse (une tête, ce Giscard !). A moins que ce ne soit une marque de sa prudence : l'administration pénitentiaire lui a fait récemment ravaler ses réflexions personnelles sur la réforme des prisons, il ne tient peut-être pas à recommencer avec l'armée.

Il y aurait pourtant un domaine où il n'est pas nécessaire d'une semaine de réflexion pour mettre en application cet esprit de réforme dont Giscard se vante tant : c'est la suppression des brimades à l'armée et la reconnaissance aux appelés des droits les plus élémentaires de tout citoyen. Car les brimades continuent : pour une simple pétition demandant l'amélioration des conditions de vie à la caserne, plusieurs appelés de la base de Brest ont été sanctionnés ; une vingtaine de militaires de la caserne Mortier à Paris ont eu soixante jours d'arrêts pour avoir manifesté dans le camion qui les ramenait d'un exercice. Et les sanctions continuent à pleuvoir sur les signataires de l'appel des cent : onze appelés du 35e régiment de Fribourg viennent d'être sanctionnés pour avoir signé l'appel et l'un d'eux, libéré depuis le 27 juillet, a même été arrêté chez lui le 30 et ramené à la caserne où il est frappé de soixante jours d'arrêts.

Giscard nous promet qu'il pense, mais l'armée, elle, n'a pas besoin de penser pour continuer à fonctionner : sanctions, brimades, officiers tout puissants et, pour les soldats, le droit de se taire. Mais les bidasses n'en continueront pas moins de réfléchir de leur côté à la condition qu'on leur fait. Et ils continueront à le faire savoir.

Olivier BELIN.

sommaire

EN FRANCE

● Leur société pourrie

Page 4 :
— Réforme pénitentiaire : le gouvernement recule devant son appareil d'Etat.
— A Lille, un bon coup de glaive dans la balance.
— Ouvriers, paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs.

● Dans les entreprises

Page 8 :
— Le Creusot : les employés de Creusot-Loire ont tenu tête à la direction jusqu'aux vacances.
— Hôpital de Denain : des conditions de travail inacceptables !

Page 9 :
— Clermont-Ferrand : un Comité d'action exige le départ de la base militaire.
— Trignac (Saint-Nazaire) : flagrant délit !

DANS LE MONDE

Page 5 :
— Après le Portugal, verra-t-on les PC au gouvernement en Grèce... et en Espagne ?

Pages 6 et 7 :
— Sept ans de dictature n'ont pas résolu les problèmes de la bourgeoisie grecque.

Page 12 :
— Quel avenir se prépare pour l'Angola, derrière la rassurante déclaration de Spinola ?

DIVERS

Page 2 :
— Courrier des lecteurs.

Page 10 :
— Feuilleton : **Le dernier civil,** d'Ernst Glaeser.

Page 11 :
— Livres :
— **Tout savoir sur l'armée en France,** de Daniel Guérin et Roland Gergenbach.
— **Chemin faisant, 1.000 km à pied à travers la France d'aujourd'hui,** de Jacques Lacarrière.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. 4 ter, rue du Bouloi Département Presse Offset

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 75865 PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

Réforme pénitentiaire :

Le gouvernement recule devant son appareil d'État

A la suite du dernier Conseil des ministres, M. Lecanuet, garde des Sceaux, a annoncé qu'une « série de mesures concrètes » avait été adoptée. Le gouvernement tente ainsi de sauver les apparences après le brutal coup d'arrêt donné la semaine dernière à ses projets en la matière. Il n'en est pas moins vrai que, malgré leur tentative pour montrer un visage libéral, Giscard et Lecanuet ont fait nettement machine arrière devant la colère des gardiens de prison et la désapprobation de tous les corps de répression, c'est-à-dire de l'appareil d'Etat lui-même.

Et ce n'est pas la visite inopinée de Giscard à deux prisons lyonnaises qui y changera quelque chose. Car les opérations démagogiques de ce style ne changent rien au fond du problème.

Les satisfactions que le gouvernement a données aux forces de répression sont de deux ordres.

D'une part, le gouvernement lâche quelques miettes aux gardiens de prison sur leurs revendications matérielles, puisque la parité avec les traitements de la police leur sera désormais assurée... à 85 % et qu'une commission a été mise en place pour étudier l'aménagement de leurs horaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

D'autre part — et c'est là que ses concessions ont été le plus loin, parce que ce sont celles qui coûtaient le moins cher —il a accepté de laisser la bride sur le cou à ses forces de répression. Non seulement Poniatowski a de fait autorisé les CRS à faire usage de leurs armes contre les détenus révoltés, mais la refonte du système pénitentiaire lui-même, visant parait-il à l'humanisation des prisons, est abandonnée avant même d'avoir reçu un début de réalisation.

Et ce ne sont pas les quelques « mesures concrètes » annoncées par Lecanuet qui peuvent lui sauver la face. Car ce ne sont au mieux que des avortons de mesures et au pire de vagues projets encore en gestation.

Alors que la prison préventive est un véritable scandale, puisqu'en France environ un tiers des prisonniers n'ont pas encore été jugés, la seule mesure prise par le gouvernement est de réduire à six mois la durée de la préventive pour tous ceux qui ne sont pas récidivistes et qui n'encourent pas une peine de plus de cinq ans. A l'heure actuelle, cela ne concerne que 1.000 prévenus sur les 13.700 qui sont en prison !

La fameuse suppression du casier judiciaire envisagée par Lecanuet n'est pas appliquée elle non plus : on remplace simplement l'extrait de casier par un « document judiciaire » où le juge a toute liberté pour faire figurer ou non la condamnation.

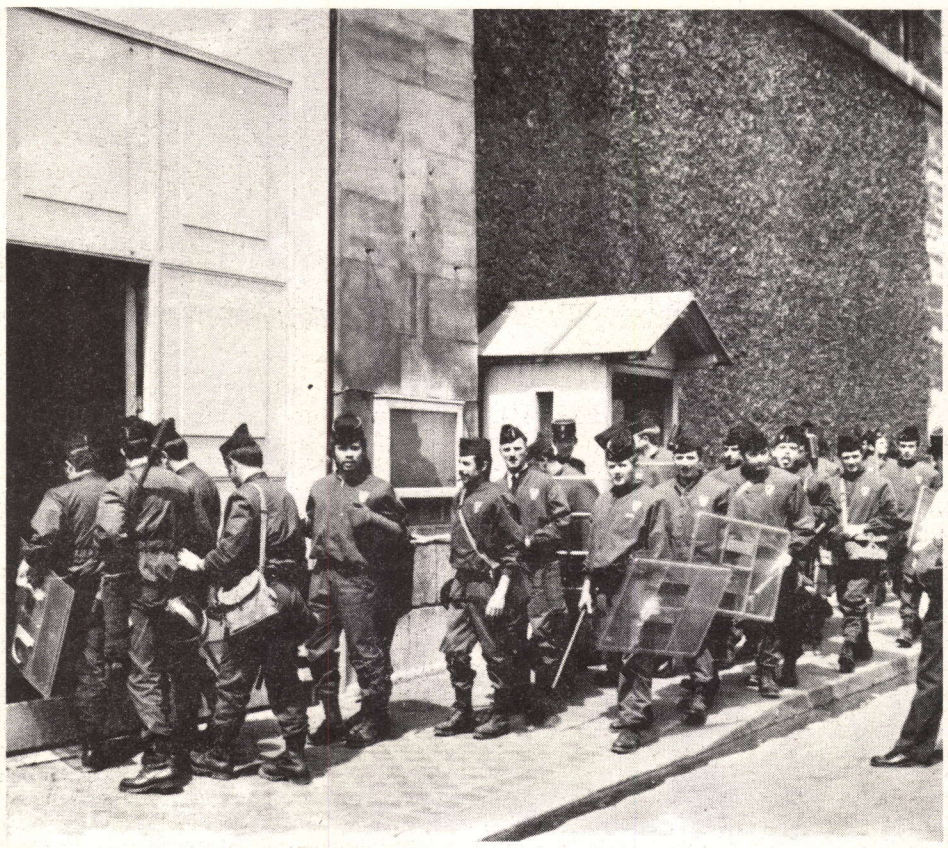
La seule mesure non assortie de restrictions, c'est la libre disposition de la presse écrite, ce qui est évidemment une bonne chose, à condition bien sûr que cela ne soit pas un nouveau motif de brimades dans les mains des gardiens.

Le reste des mesures concrètes se réduit à des projets, quand ce ne sont pas des projets de projets, comme l'aménagement des courtes peines et de l'interdiction de séjour pour lesquelles un projet doit être étudié... au printemps 1975.

Si certains projets doivent être déposés, concernant par exemple la possibilité pour les détenus sortant de prison de bénéficier de l'assurance-chômage et de s'adresser à l'Agence Nationale de l'Emploi, ou l'augmentation de la rémunération du travail des prisonniers, il n'en est pas de même pour le projet d'assurance-vieillesse : il a déjà été déposé, lui, il y a plus de six mois, en décembre 1973 ! C'est dire que l'humanisation des prisons n'est pas pour demain, si tant est qu'elle est possible. Car c'est un non-sens de parler de prisons humaines.

En fait, les Giscard et autres hommes politiques de la bourgeoisie ont bien trop besoin de leurs flics, de leurs « matons » et de leurs juges contre les travailleurs pour pouvoir les affronter. Les gouvernements passent mais l'appareil d'Etat, lui, reste. Et c'est cet appareil répressif, dressé à toutes les basses besognes, qui, dans cette société, détient la réalité du pouvoir. Les lamentables simagrées du gouvernement en matière de « réforme » pénitentiaire sont là pour nous le rappeler une fois de plus.

Dominique CHABLIS.



A Lille : un bon coup de glaive dans la balance

Lors de la répression de la mutinerie de la prison de Loos-les-Lille, un substitut chargé de l'exécution des peines intervient dans l'exercice de ses fonctions pour tenter d'arrêter le tabassage d'un détenu isolé par des CRS et tente de parlementer avec les détenus. Le commissaire qui dirige l'assaut l'envoie paître et menace de le « coller au mur ».

Quelques jours après, le substitut est sanctionné par son supérieur : il lui est désormais interdit d'entrer dans les prisons, c'est-à-dire en fait d'exercer sa fonction.

Ce n'était pourtant pas la première fois que le substitut Menez intervenait dans une mutinerie de prisonniers : l'année dernière, c'est lui qui, en discutant avec les prisonniers, avait ramené le calme dans cette prison de Loos-les-Lille. Mais, cette fois, l'administration avait décidé de mater par la force toutes les mutineries et, pour l'administration de Lille réputée particulièrement dure et peu encline au libéralisme, il n'était pas question de parlementer, mais bien de frapper le plus fort possible.

Lorsque l'appareil d'Etat décide de régler lui-même ses affaires — ou plutôt ce qu'ils considère comme ses affaires —, ceux qui pensent représenter la loi, être la garantie des citoyens, peuvent dire ce qu'ils veulent, ils ne pèsent pas bien lourd en face de ceux qui disposent de la force.

Théoriquement, la police n'est que le bras armé de la justice, elle ne doit que se faire l'exécutrice des décisions des magistrats. Il n'en est rien, en fait. Et, lorsqu'elle se sent directement concernée, la police, comme le reste de l'appareil d'Etat, sait éventuellement agir sans demander son avis à la justice, ni même respecter la loi.

Il faut dire d'ailleurs que, la plupart du temps, elle est largement couverte par les magistrats : la « justice » et la police défendent les mêmes intérêts. Il s'est d'ailleurs trouvé à Lille assez de magistrats pour couvrir l'action de la police sur les lieux mêmes de la répression. Et, après, pour sanctionner la « brebis galeuse », en l'occurrence le substitut Menez, qui avait osé intervenir pour protéger des prisonniers des violences de la police, c'est-à-dire faire son métier... théorique.

André ROUSSEL.

Ouvriers, paysans, nous sommes le grand parti des travailleurs

Les manifestations paysannes n'ont pas cessé cette dernière semaine, témoignant de la colère et de la détermination de ceux qui vivent du travail de la terre. A Toulouse aussi bien qu'à Morlaix, aux quatre coins du pays, les paysans ont su exprimer leur mécontentement. Car c'est à juste titre qu'ils en ont assez de subir, tout comme les travailleurs de la ville, les effets de la politique du gouvernement qui se traduisent par l'inflation qui favorise les puissants tandis que diminue le niveau de vie de ceux qui vivent du fruit de leur labeur. Ils en ont assez de voir le prix des fournitures industrielles augmenter tandis que le cours auquel se vend le porc, le veau ou le bœuf ne cesse de baisser. Car il est scandaleux que les bénéfices d'entreprises comme Ugine-Kuhlman, fournisseur d'engrais, aient augmenté de 34 % en 1973, alors que le paysan doit vendre ses bêtes à un prix inférieur à son coût de production. Scandaleux pour le paysan, mais aussi scandaleux pour les ouvriers, car, tandis que les industriels de l'alimentation achètent la viande sur pied à vil prix au paysan, cette viande ne baisse pas au stade de la consommation, tant s'en faut.

En faisant en sorte que leur protestation soit entendue, c'est-à-dire en barrant les routes, mais aussi en distribuant des tracts d'explication aux automobilistes en même temps qu'ils distribuaient les produits de la terre, les paysans se sont adressés à ceux qui, à l'autre bout de la chaîne, sont concernés par leur combat : les travailleurs et les catégories laborieuses, qui, comme le paysan, fournissent par leur travail les profits aux parasites de notre société. C'est ainsi par exemple que, la semaine dernière, une centaine de paysans de Vendée interceptaient un camion frigorifique de la société Fleury-Michon, une des plus grosses entreprises de charcuterie. Après avoir arraisonné ce camion, ils distribuèrent la charcuterie qu'il contenait aux automobilistes et aux touristes. Il y en avait là pour une valeur marchande de 43.000 F. Ce groupe de paysans entendait ainsi montrer que le gouvernement « *entretient le profit des firmes. Les firmes volent notre salaire. Fleury-Michon est le symbole du profit sur les travailleurs, ouvriers, paysans* ». C'est en ces termes qu'ils s'adressaient par tract aux automobilistes à qui ils distribuaient la charcuterie récupérée.

En procédant ainsi, ces paysans ont su désigner les responsables de leur misère. Ce sont les mêmes ou les frères de ceux qui imposent aux travailleurs des villes leurs conditions de travail et de salaire : les capitalistes. Pour ce faire, ils n'ont pas hésité à enfreindre les règles de la sacro-sainte propriété privée : celle qui est fondée sur le vol du fruit de leur travail. Ils ont « volé » Fleury-Michon. Mais la centaine de paysans qui a participé à cette action l'a fait à visage découvert, au risque de se faire condamner par la loi qui protège la propriété des riches. Dans le même temps, d'autres paysans charentais occupaient une des propriétés que Fleury-Michon possède en Charente. Ils ont volé ceux qui les volent à longueur d'année. En agissant ainsi, ils ont fait la démonstration que le combat des paysans vise le même adversaire que celui des travailleurs.

Et que, dans ce combat, ils n'hésitaient pas à recourir à des méthodes radicales, les seules qui soient efficaces, car ils ne s'embarrassent pas d'une légalité établie contre les travailleurs. Ainsi, ils seront sans doute entendus. Mais, par la même occasion, ils montrent qui sont leurs alliés naturels, les travailleurs des villes.

Jean-Paul VALI.

APRÈS LE PORTUGAL VERRA-T-ON LES PC AU GOUVERNEMENT EN GRÈCE... ET EN ESPAGNE ?

APRES le Portugal, qui depuis bientôt trois mois compte des ministres communistes dans son gouvernement, voici que maintenant la grande presse envisage sérieusement l'entrée de ministres communistes dans le gouvernement grec dirigé par l'homme de droite de toujours qu'est Constantin Caramanlis. La même semaine, on assiste à une conférence de presse de la « junte démocratique » espagnole, regroupant des représentants du Parti Communiste Espagnol mais aussi des leaders monarchistes connus, qui, dans la perspective d'une disparition prochaine de Franco, pose ouvertement sa candidature à la succession du dictateur.

En Espagne, cette attitude vis-à-vis du Parti Communiste reste circonscrite à l'opposition et n'est bien évidemment pas envisagée par les milieux politiques au pouvoir. En Grèce, elle n'est qu'une des solutions envisagées dans les coulisses du gouvernement Caramanlis. Au Portugal, cette politique est devenue une réalité.

Mais, incontestablement, le fait que presque simultanément dans ces trois pays d'Europe — tous des pays pauvres aux régimes dictatoriaux — la question soit posée, même si c'est en des termes très différents, de faire appel aux Partis Communistes pour gouverner, eux qui furent si longtemps hors-la-loi et pourchassés sans merci, a de quoi surprendre.

Mais si un tel phénomène est évidemment nouveau pour un pays tel que le Portugal aujourd'hui, de même qu'il le serait demain, s'il se réalise, en Grèce ou en Espagne, il est loin d'être inédit.

Cela fait des dizaines d'années déjà que la bourgeoisie internationale s'est convaincue des capacités des partis ouvriers, social-démocrates mais aussi staliniens, à se transformer en gardiens de l'ordre bourgeois auprès des masses travailleuses qu'ils influencent.

Déjà, de 1945 à 1947, la bourgeoisie de trois pays d'Europe, et non des moindres, la France, l'Italie et la Belgique, n'avait pas hésité à donner des maroquins ministériels à des Partis Communistes. Et l'on avait vu ces derniers apporter loyalement leur contribution à la « Renaissance nationale » de leur propre bourgeoisie en empêchant la classe ouvrière de trop revendiquer. L'expérience a été brève, bien sûr. Et elle prit fin avec le début de la guerre froide. L'impérialisme américain avait choisi de pratiquer l'isolement, l'encerclement de l'Union Soviétique, et il ne pouvait être question pour lui de tolérer la présence de partis liés et soumis à l'influence de la bureaucratie soviétique à l'intérieur du monde dit libre.

Mais aujourd'hui, en 1974, la politique de guerre froide, de « containment » menée par l'impérialisme américain est remplacée par une politique « contractuelle » entre les deux grands. Ce sont les maquisards vietnamiens qui, en 1968, en montrant les armes à la main à l'armée US qu'elle n'obtiendrait jamais la victoire définitive, ont obligé les dirigeants américains à adopter une nouvelle stratégie à l'échelle du globe et à définir un nouveau modus vivendi avec l'Union Soviétique.

Dès lors, l'obstacle majeur à l'entrée de différents Partis Communistes dans des gouvernements bourgeois, c'est-à-dire le refus catégorique des maîtres américains, est levé. Mais cela ne signifie pas pour autant que, partout où il existe un Parti Communiste important, l'heure d'accéder à la mangeoire gouvernementale est arrivée pour ce dernier, loin de là.

Car, pour n'importe quelle bourgeoisie, se décider à faire appel à un Parti Communiste ne peut être qu'un pis aller et il faut pour cela des circonstances exceptionnelles.

Car les Partis Communistes restent des partis à part et leur isolement, la méfiance que la bourgeoisie nourrit à leur égard ne s'expliquent pas seulement par les liens que les différents PC entretiennent avec Moscou. Ce sont les rapports de ces partis avec la classe ouvrière, leur sensibilité aux réactions des travailleurs qui les rendent suspects aux yeux de la bourgeoisie. Et l'extrême sensibilité des PC sur leur gauche, leur souci de ne pas se laisser déborder par l'extrême-gauche témoignent chaque jour que leur préoccupation constante est de maintenir leur influence quasi exclusive sur la classe ouvrière.

Pourquoi ? Pour mieux la trahir le moment venu ? Aucune bourgeoisie ne peut prendre le risque de répondre affirmativement à cette question. Car là aussi il y a des précédents : 1947 en France, où le PC choisit de rompre la solidarité gouvernementale pour se solidariser précisément avec la grève des travailleurs de Renault — ce qui lui valut d'être chassé du gouvernement —, et, plus près encore, 1968, où le PC et la CGT décidèrent d'étendre la grève, de lui donner son caractère d'une grève générale, plutôt que de se laisser déborder par les initiatives gauchistes.

En fait, les PC sont des moyens peu sûrs, peu fiables pour la bourgeoisie. Elle accepte de faire appel à eux dans des circonstances précises, quand elle pense avoir le contrôle des opérations, ne serait-ce qu'à cause de l'armée et de l'appareil d'Etat qui, eux, restent intacts et sur le pied de guerre. Elle le fait, alors, avec réticence, quand elle pense que c'est pour elle un moyen économique d'assurer la relève de régimes dictatoriaux, dans l'ordre et la paix sociale. Mais jusqu'ici, et rien n'est venu prouver le contraire, la bourgeoisie n'a pas la même confiance ni la même attitude envers les PC et envers les partis sociaux-démocrates. Les seconds font partie de la famille. Les premiers sont des auxiliaires circonstanciels et peu fiables.

Les circonstances internationales, la prétendue « détente », l'inflation aussi autorisent un certain nombre d'expériences, ou plutôt les rendent possibles. Au Portugal, la bourgeoisie a d'ores et déjà choisi de tester les avantages d'appeler des communistes au gouvernement. Les semaines et les mois à venir nous diront quel choix fera, peut-être bien en fonction des résultats de l'expérience portugaise elle-même, la bourgeoisie grecque, voire même la bourgeoisie espagnole.

René BLIARD.

PORTUGAL

La démocratie des chars !

Des journalistes rassemblés devant les locaux d'un des journaux suspendus par le gouvernement portugais. (Ph. U.P.I.)

LA liberté octroyée par la junte militaire du général Spinola au peuple portugais n'est en fait qu'une liberté surveillée et provisoire. Cela vient d'être confirmé une fois de plus par la répression manu militari, le mercredi 7 août, d'une manifestation d'extrême-gauche organisée pour protester contre l'interdiction de l'hebdomadaire maoïste Luta Popular. *Comme aux plus beaux temps de Salazar et Caetano, les autorités militaires n'ont pas hésité à mettre le lieu de la manifestation en état de siège et à mobiliser des centaines de soldats et même des blindés pour interdire cette manifestation. Déjà, une semaine auparavant, le pouvoir avait tenté de suspendre trois quotidiens qui avaient commis le crime d'informer leurs lecteurs d'une manifestation anticolonialiste. Devant l'ampleur des protestations soulevées par cette suspension (manifestations, grèves de journalistes et boycott des journaux continuant à paraître), le gouvernement avait précipitamment battu en retraite. A tel point que le PC et le PS portugais, qui participent au gouvernement, s'étaient sentis obligés, après coup, de protester contre cette interdiction.*

La junte semble toutefois décidée à tenir sévèrement en respect l'extrême-gauche, avec la bénédiction des grandes organisations ouvrières : Luta Popular *demeure interdit et Saldandha Sanches, dirigeant du MRPP qui l'édite, emprisonné depuis plus de deux mois, n'est toujours pas relâché.*

En dépit du décorum démocratique, l'armée demeure en effet la véritable détentrice du pouvoir. Les ministres communistes et socialistes ne sont que ses otages. En cautionnant aujourd'hui la répression qui frappe les révolutionnaires, c'est leur propre avenir qu'ils remettent entre les mains des militaires, leur avenir et celui de la classe ouvrière portugaise.

Etienne DENIAUD.

SEPT ANS DE DICTATURE N'ONT PAS RÉSOLU LES PROBLÈMES DE LA BOURGEOISIE GRECQUE

Après sept ans de dictature, les militaires grecs ont quitté le devant de la scène. Ils sont partis discrètement, sans faire de bruit. C'est en invoquant les « circonstances exceptionnelles » qu'ils ont eux-mêmes passé la main à un gouvernement civil — le monde à l'envers en quelque sorte.

Cette retraite des militaires est un aveu de faillite. La situation qu'ils laissent après sept ans au pouvoir est désastreuse en tous points.

Mais le fait que la junte militaire n'ait pas été renversée, que ce soit le général Ghizikis lui-même qui ait téléphoné à Caramanlis pour lui remettre les rênes gouvernementales, est gros de dangers pour la classe ouvrière et le peuple grecs. Les chefs de la dictature se sont retirés dans la coulisse. Mais tous les cadres de cette même dictature, tous les officiers, les policiers, les fonctionnaires du régime des colonels sont restés en place. Et ce sont eux qui détiennent la réalité du pouvoir. La « mise en disponibilité » du général Ioanidis, chef de la police politique et surnommé le tortionnaire, n'est que l'exception qui confirme la règle.

C'est pourquoi, si la chute d'un régime vomi a suscité de grands espoirs dans toute la population grecque, cette vague d'espoir risque de céder la place à la désillusion et à la méfiance.

Et les travailleurs grecs auraient bien tort de s'illusionner sur cette démocratie au compte-gouttes que des politiciens de droite leur octroient aujourd'hui. Car ils ne peuvent avoir oublié comment des milliers d'entre eux, un matin d'avril 1967, furent tirés de leur lit par des militaires ou des policiers et prirent le chemin des prisons et des camps de concentration.

La police des « colonels » en action

La première apparition officielle des colonels au lendemain du putsch d'avril 1967. (Ph. U.P.I.)

LE COUP D'ÉTAT D'AVRIL 1967

Athènes en novembre 1973.

LA vaste répression qui suivit le coup d'Etat d'avril 1967 mit fin à l'agitation sociale des années 1966-1967 en Grèce ; d'autre part, on assista, sous la poigne militaire, à une stabilisation sur le plan politique.

Pourtant, les problèmes de la bourgeoisie grecque étaient loin d'être réglés ; après les premiers moments d'euphorie, la bourgeoisie commença de déchanter.

Il apparut rapidement que la junte des colonels ne représentait pas seulement la droite et la réaction. Elle représentait également et avant tout la caste militaire et ses appétits politiques nouveaux. C'est ainsi qu'une partie de l'ancien personnel politique de la bourgeoisie, y compris le plus conservateur, se trouva évincé du pouvoir et que certains hauts dignitaires des gouvernements précédents connurent aussi la répression.

Cette brouille de la junte avec la droite classique se manifesta en particulier en décembre 1967, lorsque le roi Constantin fit une tentative de « coup d'Etat dans le coup d'Etat », tentative qui se solda par un échec et par l'exil du souverain.

Mais les tiraillements entre la junte et la droite classique n'étaient pas seulement une affaire de personnes. Ils avaient des implications politiques, et en particulier en politique internationale.

L'impérialisme américain, qui pourtant avait contribué dans la coulisse au coup d'Etat, commençait à regarder avec méfiance les velléités d'indépendance et de « neutralisme » de la nouvelle équipe au pouvoir. Les relations privilégiées que la junte établit avec la France, son « ouverture » vers les pays du bloc soviétique (qui n'entrava nullement les persécutions contre les militants communistes en Grèce) n'étaient pas pour plaire à Washington. Pas plus que l'attitude bienveillante des colonels à l'égard des pays arabes et leur refus tacite de participer au pont aérien avec Israël.

C'est pourquoi, paradoxalement, la main de la CIA est présente dans toutes les intrigues de palais destinées à faire réintégrer la droite traditionnelle, plus docile à l'égard des USA, dans les sphères dirigeantes de l'Etat.

Mais c'est sur le plan économique que la bourgeoisie grecque a eu le plus de déboires pendant ces sept ans de dictature.

Jusque en 1971, ces difficultés furent masquées par un afflux massif de capitaux étrangers ainsi que par les entrées de devises provenant en partie du développement du tourisme, en partie de l'émigration de travailleurs grecs en Europe occidentale.

Mais cet afflux de capitaux alimenta surtout la spéculation, tandis que la production industrielle stagnait et même diminuait.

Jusqu'en 1973, la junte bloqua les salaires et maintint la taxation des prix agricoles. Les paysans réagirent en abandonnant la terre et la superficie cultivée passa de 144.000 hectares en 1970 à 85.000 en 1972. Le marché noir se développa. En 1973, le gouvernement recula et abandonna la taxation. Le marché noir ne disparut pas pour autant, mais les prix de certains produits de première nécessité augmentèrent alors de 50 à 200 %.

La stagnation de l'industrie entraîna un déficit croissant dans la balance commerciale (650 millions de dollars en 1968, deux milliards et demi de dollars en 1973). La junte réagit en partie par de nouveaux emprunts, aggravant la dette extérieure, en partie en faisant marcher la planche à billets.

Le résultat de cette politique fut une inflation de l'ordre de 32 % par an, plaçant dans ce domaine la Grèce au premier rang des pays du Marché Commun.

Dans le même temps, les colonels, apôtres de l'ordre moral et grands pourfendeurs de corruption, étaient éclaboussés par de nombreux scandales. « Tel homme d'affaires détourne des fonds de l'Etat, la viande fraîche vient à manquer parce qu'un familier de M. Pattakos veut écouler son stock de viande frigorifiée, plusieurs millions disparaissent de la caisse du secrétariat d'Etat aux sports, etc. » (Le Monde Diplomatique **de janvier dernier).**

C'est dans ces conditions que le régime fut ébranlé, en novembre dernier, par de violentes manifestations d'étudiants et d'ouvriers. Le colonel Papadopoulos fut évincé par le général Ghizikis, et la répression s'abattit une fois de plus. Mais les généraux ne réussirent pas mieux que les colonels à résoudre les problèmes économiques et les difficultés intérieures. Et c'est pour détourner le mécontentement croissant de l'opinion publique grecque que la dictature se lança dans l'aventure chypriote. Avec le succès que l'on sait.

Après sept ans de dictature, la bourgeoisie grecque se retrouve dans une situation économique catastrophique (aggravée d'ailleurs par la « crise » du pétrole) ; ses problèmes politiques ne sont nullement résolus, comme le montre le douloureux accouchement du gouvernement Caramanlis ; et surtout, il apparaît aujourd'hui que, malgré les persécutions, les camps et les tortures, la classe ouvrière grecque n'a pas été brisée — les événements de novembre dernier l'avaient déjà montré d'ailleurs. La bourgeoisie grecque se retrouve donc devant tous ses problèmes, ceux d'une bourgeoisie de pays sous-développé, tenue en laisse par l'impérialisme américain, et face à un prolétariat combatif dans la conscience duquel la tragique leçon d'avril 1967 n'est pas près d'être effacée.

J.-L. C.

DANS la nuit du 20 au 21 avril 1967, selon un scénario classique, les blindés prenaient position dans les rues d'Athènes, des unités de l'armée occupaient les points stratégiques (postes, télécommunications, radio, aéroports, etc.), les membres du gouvernement étaient arrêtés et le pouvoir tombait entre les mains d'une junte militaire dont l'animateur était le colonel Papadopoulos.

Cette nuit-là, le calvaire commençait pour des milliers de Grecs, militants de gauche ou syndicalistes, communistes ou supposés tels, qui furent brutalement tirés de leur lit par la soldatesque et parqués dans des stades et des hippodromes, avant d'aller remplir les prisons et les camps de concentration des îles Yaros, Leros et Makronissos.

Onze articles de la Constitution (concernant les libertés de presse, d'association, etc.) furent immédiatement abolis ; des cours martiales furent érigées, des procès montés de toutes pièces, les aveux extorqués sous la torture. Ces simulacres de procès avaient pour but dé démontrer l'existence d'un prétendu complot communiste. En fait, tout ce que la Grèce comptait d'opposants de gauche, voire simplement libéraux, était accusé de communisme. « **Vous ne savez peut-être pas que vous êtes communiste,** s'entendit répondre un accusé, **mais nous, nous le savons.** »

Les véritables mobiles du coup d'Etat militaire n'avaient bien entendu rien à voir avec un complot communiste. Le Parti Communiste Grec, ou plus exactement sa couverture légale, l'EDA (le PCG était interdit), était le plus réformiste et le plus légaliste qui soit.

Lorsque les militants communistes descendaient dans la rue, c'était pour acclamer Papandréou, dirigeant bourgeois de l'Union du Centre et massacreur de communistes dans les années de guerre civile (1945-1949).

Les élections prévues pour le 28 mai 1967 risquaient fort, il est vrai, de ramener Papandréou au pouvoir et de voir, de surcroît, la gauche se renforcer. Mais il n'y avait là rien qui pût réellement inquiéter la bourgeoisie grecque ni ses protecteurs américains.

Ce qui inquiétait la bourgeoisie, c'était le mouvement ouvrier grec qui, depuis deux ans, commençait à se relever de sa défaite des années 1945. Des grèves résolues et des manifestations violentes éclataient un peu partout, souvent spontanées. L'agitation se développait également en milieu étudiant.

Et cette agitation sociale survenait à un moment où la bourgeoisie grecque était en pleine crise politique, crise ouverte en 1965, lorsque le roi chassa du pouvoir Papandréou, dont le parti avait pourtant remporté les élections de 1964 avec 53 % des suffrages.

Les difficultés politiques de la bourgeoisie étaient d'ailleurs plus anciennes, dans cette « démocratie couronnée » où les élections étaient systématiquement truquées et qui connut une instabilité gouvernementale n'ayant rien à envier à la IV° République (quarante et un gouvernements en vingt-deux ans !).

Le putsch d'avril 1967 est le dénouement de cette crise politique qui menaçait de s'aggraver dans le climat social d'alors.

Le putsch fut « appuyé » par l'impérialisme américain. Le coup d'Etat n'était d'ailleurs que l'application à la lettre d'un plan anti-subversif, le plan Prométhée, mis au point par l'OTAN.

On a souligné, à l'époque, la facilité déconcertante avec laquelle les militaires purent établir leur dictature, sans susciter la moindre résistance de la part des masses populaires. Il est vrai que le coup était préparé de longue date ; mais cela ne suffit pas à expliquer le désarroi total de la classe ouvrière grecque. Dans cette défaite sans combat, l'écrasante responsabilité revient aux organisations ouvrières et en premier lieu à l'EDA, dont la politique paralysa le prolétariat et le livra pieds et poings liés à la réaction.

Le Parti Communiste Grec n'avait même pas l'excuse de la surprise. Les rumeurs de coup d'Etat circulaient depuis des mois à Athènes. L'armée grecque était le type même d'une armée de guerre civile, parce que formée pendant la guerre civile de 1945. Ses officiers entraînaient quasi ouvertement des milices anti-communistes. Des mesures d'exception restaient en vigueur en Grèce (interdiction du PCG, quadrillage policier des villes, listes de suspects, etc.).

Malgré tout cela, le PCG plaça son action entièrement sur le terrain de la légalité et à la remorque de politiciens bourgeois comme Papandréou (qui n'éprouvait même pas, à la différence d'un Mitterrand, le besoin de se dire « de gauche »).

Aujourd'hui, sept ans après, le Parti Communiste Grec s'apprête à mener exactement la même politique. Certes, il garde pour le moment quelques distances vis-à-vis de Caramanlis. Mais le PCG recommence ses appels à l'union nationale et sa cour éhontée aux politiciens de la bourgeoisie.

Reste à savoir si la classe ouvrière grecque acceptera une telle politique.

Jean-Louis CHAMPENOIS.

DANS LES ENTREPRISES

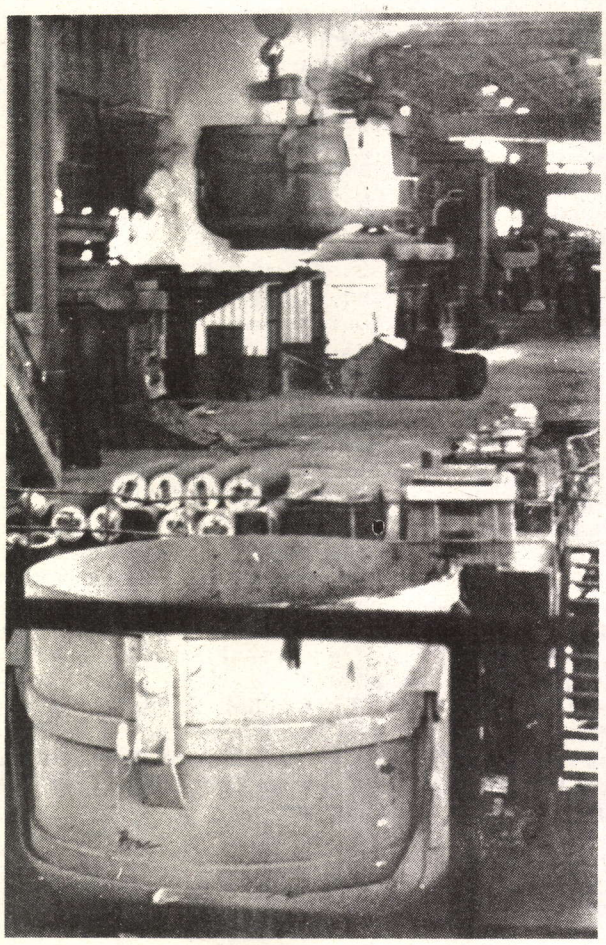
LE CREUSOT :

Les employés de Creusot-Loire ont tenu tête à la direction jusqu'aux vacances

LUNDI 29 juillet, à une semaine du départ en congés, les employés de Creusot-Loire étaient en grève depuis deux semaines. La direction n'avait cédé sur rien d'autre par rapport à la semaine précédente, tout allait donc se jouer le mardi sur le problème de la reprise ou de la continuation du mouvement.

Côté syndicats, la CGT et la CFDT, qui avaient déjà appelé à la reprise la semaine précédente, n'ont pas appelé bien évidemment à la poursuite de la grève face à l'intransigeance de la direction. Ils ont, au contraire, insisté sur les déclarations de la direction, expliquant que celle-ci leur avait redit que « la politique salariale de Creusot-Loire est fixée pour une année, basée sur un équilibre entre les différentes catégories de personnel et que c'est impossible de satisfaire l'une de ces catégories sans compromettre aussitôt l'ensemble de cet équilibre... » et que « l'ensemble du personnel de Creusot-Loire serait augmenté de 3 % à partir du mois d'août... » Et le porte-parole de la CGT de conclure : « Il est donc certain qu'il ne faut rien attendre de nouveau de la part de la direction. » Insistant sur les positions de la direction, la CGT et la CFDT se sont bien gardées d'appeler à la poursuite de la grève, misant beaucoup sur le vote à bulletin secret qui allait suivre.

Pour le Comité de grève, il n'en allait pas de même et, juste après la rencontre syndicats-direction, un employé déclarait au nom du Comité : « Si la direction de Creusot-Loire est capable de nous laisser partir en vacances sans nous donner satisfaction, montrons-lui que nous sommes capables de partir en laissant tout le travail de fin de mois sur nos bureaux. » Le conflit devant forcément être interrompu par les congés d'août, il fallait en effet que la grève des ETD ne se termine pas sur un échec, avec la démoralisation et le sentiment de s'être battu pour rien. Il fallait montrer à la direction que les employés oseraient tenir jusqu'au bout, oseraient passer directement de la grève aux vacances, même s'ils n'avaient aucune certitude d'obtenir satisfaction d'ici les congés. Il fallait montrer à la direction que les ETD n'étaient pas là pour faire la mendicité et qu'ils risposteraient aux humiliations. Il fallait terminer l'année



sur le sentiment d'avoir tenu la direction en respect jusqu'au bout. Et pour le Comité de grève, la lutte ne pouvait se poursuivre que comme elle avait commencé : par la grève totale !

Si les syndicats n'ont pas été pressés d'organiser la poursuite de la lutte, en revanche, ils ont minutieusement organisé le vote à bulletin secret. A peine le vote proposé et accepté par les grévistes, le matériel était déjà en place : bureau, urnes et bulletins de vote. Quant à la formulation du bulletin, le moins que l'on puisse dire est qu'elle était embrouillée. Alors que le Comité de grève avait demandé que le choix se fasse sur « reprise ou continuation », les syndicats avaient ainsi rédigé le bulletin : « continuer la grève reconductible de demi-journée en demi-journée ou effectuer des mouvements limités et déterminés dans chaque secteur ». Il fallait « rayer la formulation qui ne vous convient pas ». Le Comité a dû mettre en place de véritables piquets d'explication pour que les grévistes puissent voter selon leur choix réel. Et la majorité des grévistes se prononça pour la continuation de la grève, non « reconductible toutes les demi-journées » mais jusqu'aux vacances comme l'a fait acclamer un représentant du Comité de grève.

L'opération « reprise sur vote à bulletin secret » ayant échoué, les syndicats ont alors complètement changé de tactique et se sont ralliés à fond au mouvement dans les trois derniers jours. Justifiant du même coup le vote à bulletin secret, le représentant de la CGT a déclaré : « Notre syndicat peut maintenant s'engager sans réserve et à fond dans ce conflit. Il n'est pas question d'abandonner les revendications qui nous ont amenés ici. Il faut préparer l'action pour la rentrée... » On a alors assisté à une avalanche de ralliements et de soutiens ; soutiens du PC et aussi de la section locale du PS qui « apporte son soutien aux ETD de Creusot-Loire, approuve la revendication de 250 F d'augmentation mensuelle et souhaite un changement réel pour les salariés par l'application du Programme commun de la gauche unie ». Après leur ralliement total de dernière heure, les syndicats n'en seront que plus gênés pour reculer à la rentrée. En tout cas, après la manifestation dynamique du jeudi 1er août entraînée par le Comité de grève et à laquelle participaient aussi les syndicats, les ETD de Creusot-Loire sont partis en vacances la tête haute et le moral au beau fixe, se promettant bien de se retrouver à la fin du mois aussi « gonflés » qu'ils sont partis vendredi !

Correspondant L.O.

HOPITAL DE DENAIN

Des conditions de travail inacceptables !

QUAND on travaille à l'hôpital de Denain, essayer d'obtenir ses vacances pendant les mois d'été et de les faire coïncider avec les vacances scolaires et celles du mari tient presque de l'exploit. Pourtant, longtemps à l'avance, on essaie de s'arranger dans les services. Mais, pour que cela soit possible, il faudrait que la direction embauche un minimum d'agents en remplacement de ceux qui partent en congés. Mais, bien sûr, l'embauche, cela va à l'encontre de la politique d'économies à outrance de la direction ; alors, beaucoup d'entre nous doivent se contenter de la fin septembre, quand ce n'est pas de novembre ou mars.

Et même les plus chanceuses, qui arrivent à obtenir deux ou trois semaines en juillet ou en août, tremblent jusqu'au dernier moment car la direction a sorti une note de service qui exige que le personnel, quelques jours avant de partir (quelquefois la veille), vienne retirer sa demande de congés signée par la direction. Ainsi, un agent peut apprendre, la veille de son départ, que ses vacances sont repoussées et qu'il ne part plus. Il suffit pour cela qu'un de ses collègues soit tombé malade. La direction possède ainsi un moyen de chantage extraordinaire sur nous, pour nous empêcher, même malades, de nous arrêter pendant les mois d'été car, avec son système, prendre un congé maladie signifie empêcher un collègue de partir en vacances. On a ainsi pu voir récemment une ASH, qui avait fait une chute sur les marches délabrées du sous-sol de l'hôpital, venir travailler, malgré une blessure douloureuse à la jambe, pour ne pas compromettre les vacances d'une collègue.

On voit donc comme il est difficile de s'échapper ; mais, pour celles qui restent, les conditions de travail sont encore plus difficiles qu'en temps normal. Le personnel absent n'est remplacé qu'en partie. Ainsi, à l'hospice, il est arrivé plusieurs fois en juillet et en août qu'il n'y ait qu'une seule veilleuse de nuit. Déjà, à deux, il est difficile de surveiller cent vingt personnes, réparties sur deux étages et dont une cinquantaine sont grabataires ; mais seule, cela devient impossible. Alors, c'est une ASH de Médecine qui doit venir aider un peu, en particulier pour changer les malades les plus lourds, mais au détriment de son propre service, où le travail ne manque pas non plus !

Mais ce n'est pas seulement le manque de personnel qui nous fait subir des conditions de travail inhumaines ; la politique d'économies s'applique aussi au matériel... toujours au détriment de notre santé et de notre sécurité.

Ainsi, dimanche 28 juillet, en allumant une gazinière à la cuisine, une ASI (agent des services intérieurs) a été gravement brûlée aux bras et aux jambes. Cette cuisinière était toujours en service, alors que l'existence d'émanations de gaz était connue depuis plusieurs jours ! Mais cela ne suffisait pas ; deux jours plus tard, un autre agent était brûlé gravement par l'explosion de la même gazinière, qu'on avait réparée, mais sans prendre toutes les précautions nécessaires, dans la hâte de la remettre en service.

Pour faire tourner l'hôpital aux moindres frais, avec le moins de personnel possible, en changeant le matériel le plus tard possible, la direction n'hésite pas à nous supprimer toute possibilité de vie privée, en jonglant avec nos horaires, nos vacances, etc. Elle nous fait risquer notre santé en nous imposant des conditions de travail insupportables et dangereuses. Et gare à celui qui proteste, car la majorité d'entre nous est auxiliaire et le travail dans la région est rare, surtout pour les femmes.

La direction profite de notre inorganisation — il n'existe encore aucun syndicat à l'hôpital — pour nous imposer sa loi mais, en agissant ainsi, elle nous montre que la seule solution est de nous organiser pour lui résister.

Correspondant L.O.

CLERMONT-FERRAND

UN COMITÉ D'ACTION EXIGE LE DÉPART DE LA BASE MILITAIRE

Pour protester contre les nuisances des avions de la base aérienne 745 stationnés à Aulnat, à six kilomètres de Clermont, des habitants de plusieurs quartiers clermontois se sont regroupés : ceux de la ZUP, La Plaine, Flamina-Croix de Neyrat, soit plus de dix mille personnes concentrées dans des HLM et excédées par les inconvénients du survol incessant de cette zone par les avions militaires.

Pour alerter l'opinion publique, le Comité a organisé le 25 juillet une conférence de presse.

Un danger permanent

Depuis l'existence de la base, les populations des agglomérations survolées voient leur existence quotidienne perturbée par le passage d'avions militaires à basse altitude. Ni samedis, ni dimanches ne sont épargnés, par des vols à haute altitude cette fois. Tous les jours, il faut supporter leur bruit, interrompre les classes dans les écoles, voir son repos interdit, soit que l'on est malade, soit que l'on travaille de nuit à l'usine. Les nombreuses lettres adressées aux autorités municipales ou préfectorales ayant déjà suffisamment fait état de ces nuisances, il serait vain de toutes les énumérer.

De plus, ces vols permanents au-dessus d'une zone urbaine à forte densité de population sont un danger permanent : qu'une défaillance mécanique toujours possible survienne, et un avion s'écrasera sur le quartier. Encore récemment, un as de l'aviation s'est écrasé sur la piste d'Aulnat lors d'un meeting aérien. Que serait-il advenu si l'un des apprentis-pilotes s'écrasait avec son appareil sur une école, un marché, un bâtiment ? Peut-être est-ce cela qu'attendent les pouvoirs publics pour intervenir ?

La réponse des pouvoirs publics

Ce n'est évidemment pas la première fois que des protestations s'élèvent. Depuis plusieurs années, des habitants ont écrit aux autorités : maire, préfet, commandant de la base. Les réponses sont toujours vides : des promesses vagues, sans aucune mesure pratique. Tous se renvoient la balle, y compris le ministre de la « Qualité de la vie », prêt à organiser une commission d'étude, c'est-à-dire à expédier l'affaire aux oubliettes, dans un tiroir de bureau ministériel. Le commandant de la base a reconnu de son côté que c'était gênant, mais qu'il fallait bien que les pilotes s'entraînent. Il a parlé de changer l'orientation de la piste, en fonction des vents dominants, de faire installer des moteurs moins bruyants (de qui se moque-t-on ?), et, seule chose plus sérieuse, mais trop limitée, et donc qui ne résoud rien : des aménagements d'horaires, notamment la suppression des vols après 22 heures.

Les élus locaux semblent plus réceptifs aux doléances des habitants. Les conseillers municipaux de Clermont ont pris position pour le départ de la base aérienne et de nombreux conseillers des communes voisines ont signé la pétition exigeant le départ de la base.

La campagne de pétition

Le Comité considère que face aux nuisances et aux dangers que représente le survol des avions de la base d'Aulnat, seul le départ de cette dernière peut assurer la tranquillité et la sécurité des dizaines de milliers de travailleurs et d'habitants qui n'ont pas choisi leur lieu d'habitation, alors que les avions militaires peuvent aller s'entraîner au-dessus de zones désertiques ou de la mer.

C'est donc pour réclamer le départ de la base 745 qu'une pétition a circulé parmi la population, signée par la totalité des personnes contactées, ainsi que par le corps médical des zones affectées et le conseil municipal de Gerzat.

Des chantages sont exercés contre la population. Le colonel de la base prétend que « son personnel et son radar » (utilisé pour l'armée seulement — et l'on se souvient que ce scandale avait été une des causes de l'accident de l'an dernier, survenu à un avion civil : bilan : soixante-cinq morts) sont nécessaires à « l'équilibre économique » de la région.

Quant aux constructeurs de Flamina, ils font signer un contrat aux futurs occupants, s'engageant à accepter sans protester les bruits dus au survol des avions militaires !

Aussi, le Comité, pour sa part, est bien décidé à poursuivre son action à la rentrée des congés pour le départ de la base aérienne, et dès à présent envisage l'organisation de manifestations, si les autorités gouvernementales continuent à faire la sourde oreille à ses demandes.

Correspondant L.O.

A TRIGNAC (Saint-Nazaire)

Flagrant délit

On se souvient qu'en mars et avril derniers, un dur conflit avait opposé les ouvriers de la SEMM, à Trignac (près de Saint-Nazaire) à leur patron (Trigano) qui voulait liquider l'usine.

Les patrons de la SEMM prétextaient les difficultés sur le marché de la caravane, mais à l'époque les syndicats avaient déjà eu vent d'un probable transfert de l'usine à Tournon en Ardèche. Opération extrêmement rentable pour Trigano, puisqu'après avoir touché des primes pour s'installer à Trignac, après avoir été exonéré de patente pendant cinq ans, il allait pouvoir rééditer le même coup en Ardèche au moment où justement il lui aurait fallu payer la patente en Loire-Atlantique. Ajoutons à cela que par leur lutte les ouvriers de la SEMM avaient arraché pas mal d'avantages et en particulier des salaires qui étaient parmi les plus élevés de la région.

On comprend que la direction de la SEMM se soit alors empressée de démentir cette information qui officiellement confirmée n'aurait fait qu'amplifier la colère des grévistes. Et dans son entreprise de mystification elle devait rencontrer une aide importante de la part des personnalités de la région:

C'est Ansquer, président du Conseil régional et actuellement ministre du Commerce et de l'Artisanat, qui ouvrait le feu en affirmant dès février :

« Moi vivant, jamais la SEMM n'aura l'autorisation de se réinstaller ailleurs. »

Monod, délégué général à l'Aménagement du territoire, confirmait, le 6 mars :

« Il ne sera pas permis à la SEMM de liquider l'usine de Trignac et de s'implanter ailleurs en utilisant les fonds publics. »

Le 15 mars, Husson, sous-préfet de Saint-Nazaire, publiait un nouveau démenti dans les journaux locaux :

« Je suis autorisé à vous confirmer qu'une réponse négative serait donnée par les services de l'Etat à toute demande de cette nature. De la même façon toute aide de l'Etat ou d'autres collectivités publiques serait évidemment refusée... »

Et le journaliste de conclure complaisamment :

« Voici qui met fin à cette hypothèse. »

Tellement fin, que, fin juillet, moins de trois mois après, on apprend par un quotidien ardéchois que l'autorisation venait d'être donnée à Trigano de construire une usine de caravanes à Tournon.

Trigano a bien réussi son coup : si, par leur lutte, les ouvriers de la SEMM de Trignac ont réussi à conserver leur emploi, c'est au service d'un nouveau patron, qui les paye de 10 à 15 % moins cher. Et à Tournon les salaires d'embauche seront de 30 à 40 % inférieurs à ce qu'ils étaient à Saint-Nazaire.

Quant aux travailleurs nazairiens, ils n'oublieront pas que ce patron n'était pas seul. Que tous les gens « haut placés » de la région, tous les membres de l'appareil d'Etat l'ont aidé autant qu'ils ont pu. D'abord en envoyant les CRS quand la colère ouvrière était trop grande à leur goût. Ensuite en mettant tout leur poids dans la balance pour confirmer les mensonges de Trigano. Et aussi en se servant de la presse locale pour discréditer notre lutte. Aujourd'hui les mêmes journaux qui n'avaient pas de mots assez durs pour critiquer les « provocateurs » et autres « éléments incontrôlés » (comprenons par là les ouvriers excédés) se taisent pudiquement.

Les travailleurs de la SEMM manifestaient à Saint-Nazaire pour la défense de leur emploi. (Ph. L.O.)

Correspondant L.O.

FEUILLETON

Ernst Glaeser
le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

RESUME

On est en 1927. Accompagné par sa fille Irène, Jean-Gaspard Bäuerle fait route pour l'Allemagne qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

Pendant ce temps, à Siebenwasser, ville du Würtemberg, le secrétaire municipal, Kalahne, poursuit son ascension. Fils d'un paysan besogneux, cet ambitieux avait formé avec ses camarades d'école une sorte de confrérie, qui rejoint la section locale du Parti National Socialiste, dirigée par Gerhart Träger. Les membres du groupe doivent pénétrer les rouages administratifs pour mieux être capables de détruire l'Etat.

C'est ainsi que Kalahne fabrique un scandale : il fait représenter Le joyeux vignoble **au théâtre municipal et, en même temps, dénonce dans une critique le « bolchevisme culturel » de la pièce. Les jeunes chemises brunes de Träger interrompent la représentation de cette « ordure juive ».**

L'homme à la chemise brune alla vers la droite. Le jeune Frey était debout près du rebord. Il n'était pas sympathique à Maria. Non parce qu'il était juif, mais à cause de sa voix de fausset désagréable et de ses jambes courtes, ce que Maria ne pouvait souffrir chez un homme. Frey applaudissait. « Bravo », piaillait-il de sa voix de fausset, en regardant gaiement autour de soi. L'homme à la chemise brune était arrivé devant Frey. Il lui dit quelque chose. Frey continua à applaudir.

« Cesse donc », voulut crier Maria, mais déjà l'homme en brun l'avait attrapé par le bras. Il fit un grand mouvement du bras. Frey tomba et n'applaudit plus. Les yeux écarquillés, Maria vit arriver la police. Les schupos avaient détaché leurs matraques. Un coup de sifflet. Silence de mort. Tous regardaient la galerie.

« Assez d'ordure juive ! » criaient les jeunes.

Les schupos avançaient vers le rebord.

Vers l'homme à la chemise brune. Celui-ci avait mis les mains en porte-voix, et hurla vers le parterre silencieux : « L'Allemagne n'est pas un bouge et le théâtre n'est pas un bordel ! »

« Bravo », dit Maria, malgré elle. Elle rougit.

« Voyous ! au poste ! » répondit le parterre.

« Sales bourgeois, bande de crapules ! » cria encore le jeune homme, mais déjà les schupos l'avaient saisi et l'un d'eux lui ferma la bouche.

« Vive la démocratie ! » braillaient les jeunes en uniforme.

Les schupos, la figure pâle et suante, passèrent devant Maria en tenant l'homme en brun. Elle aperçut son visage. Un visage étroit, très juvénile. Comme les yeux brûlaient. Maria tremblait. Vont-ils l'arrêter ? Mon Dieu ! Elle ne remarqua pas que les matraques des policiers effleuraient sa robe de soie, que leurs bottes écrasaient la rose artificielle Maréchal-Niel.

Elle était paralysée. Les jeunes gens derrière elle s'étaient pris par les mains et chantaient « Croix gammée au casque »... Ils marchaient vers la porte en file indienne.

Là, l'homme à la chemise brune était debout, devant l'officier des schupos.

On recommença d'applaudir au parterre.

Bringolf était apparu sur la scène.

Une ovation l'accueillit.

Et tandis que son nom emplissait le théâtre, que les acteurs sortaient des coulisses et s'inclinaient en riant derrière l'intendant, l'homme en brun s'arracha tout à coup aux mains des schupos, frappa l'un d'eux en pleine poitrine, le fit trébucher et courut au rebord. Il était debout à côté de Maria. Elle sentit son haleine sur elle. Elle vit les veines gonflées des tempes. Encore une fois, il mit les mains devant la bouche. Son cri retentit dans la salle : « Allemagne, réveille-toi ! Allemagne, réveille-toi ! »

Le parterre répondit par un rire énorme.

Le jeune homme leva le bras droit. Comme il était beau ainsi, fier et sauvage ! Maria tremblait d'émotion. Enfin un héros !

« Allemagne... »

Deux coups de matraque solidement assénés sur l'épaule le firent trébucher.

Les schupos le prirent par les bras et l'entraînèrent.

Maria cria. Des larmes lui vinrent aux yeux. Elle courait en tous sens. Elle se serait volontiers jetée sur les schupos. Son sac tomba par terre.

Le parterre applaudissait à tout rompre. Et tandis que le nuage de l'ovation montait, Maria, seule contre le rebord, frappait la peluche poussiéreuse de ses poings.

« Cochons, cria-t-elle, cochons ! »

CHAPITRE V

Maria quitta le théâtre aussitôt après le scandale. Dans son émotion elle oublia même d'emporter la Maréchal-Niel artificielle qui était par terre. Elle descendit l'escalier en courant, se fraya un chemin à travers le foyer bondé et arriva enfin par la location sur le perron. Une rangée de schupos barrait le chemin. Maria vit une voiture, une sorte de camion sans toit, avec des bancs placés en longueur sur les deux côtés. Elle se poussa en avant. Elle n'eut pas besoin de chercher longtemps. Il était debout à côté d'un officier qui prenait des notes. Elle le reconnut à sa chemise brune. Derrière lui s'alignaient les autres jeunes gens. Il tournait le dos à Maria. Elle ne pouvait voir son visage.

Une foule épaisse entourait la voiture. Il y avait là des jeunes gens qui ne sortaient pas du théâtre. Ils arrivaient à bicyclette, par hasard probablement, car quelques-uns hésitaient à s'arrêter, puis descendaient de machine et grossissaient le rassemblement.

L'officier de la police donna un ordre. Deux schupos abaissèrent la paroi arrière du car. Le garçon à la chemise brune et les jeunes gens autour de lui ne bougèrent pas. Ils avaient mis les mains dans les poches et regardaient en l'air. L'officier répéta l'ordre. Les jeunes gens se mirent à siffloter doucement. Alors les schupos les prirent par les bras. Les jeunes gens, le grand en brun à leur tête, se laissèrent tomber par terre. « Bravo », crièrent des voix dans la foule. Tout le monde se pressa en avant pour les voir étendus sur le sol.

« Reculez », cria l'officier, le visage pâle au-dessus d'un col dur. Et déjà on les empoignait, on les portait un par un dans la voiture, comme des sacs. L'homme en brun vint en dernier lieu. Maria vit son visage. Il riait, amusé.

L'officier avait déjà donné le signal du départ, quand le garçon à la chemise brune se dressa soudain dans la voiture et, penché par-dessus le bord, cria d'une voix claire, sur la place : « Voilà comment des Allemands traitent leurs frères allemands. Tout ça à cause des Juifs ! »

Un schupo le tira en arrière. Un autre lui ferma la bouche. Mais la foule répondit en chœur : « Que Juda crève ! Seigneur, délivre-nous ! » La voiture traversa la place à toute vitesse. Du théâtre, la sonnerie du troisième acte parvint sur la place.

Il était 9 heures et demie. Maria n'avait pas envie de rentrer chez elle. Elle aurait voulu courir derrière la voiture. Allait-on tout de suite les emmener en prison, ou tout d'abord au poste ? Elle connaissait le poste. Elle y avait été souvent déjà, pour des interrogatoires, surtout pendant ses premières années à Siebenwasser. Le capitaine Wendel qui est là-bas n'est pas mal du tout. Il vous laisse parler et avec la police c'est beaucoup.

Maria était arrivée sur la Place du marché. Elle vit l'Hôtel de Ville et le transparent vert du poste qui luisait. La voiture était devant la porte, vide. Maria s'assit sur un banc, à gauche, dans le square. Elle serra son manteau. Un vent frais passait dans les arbres. La nuit était claire d'étoiles. Maria voyait le fleuve, dont l'eau se tachait de ciel et d'astres. De molles traînées de brouillard flottaient sur les prés. Là-bas où commençaient les vignobles, l'air était d'une pureté extraordinaire, et les maisons, les arbres, les vignes même, nets à toucher de la main.

Maria vit sur le côté gauche de la place la terrasse du Café Adelmann. De petites lampes de toutes couleurs étaient posées sur les tables. Elle entendait la musique. On jouait une rengaine à la mode, une chose américaine avec beaucoup de chialements et de saxophone. Pendant deux ans, Maria avait été bien avec un musicien. Il venait chez elle chaque semaine. Il savait très bien qui était Maria. Il mangeait chez elle, il avait même accepté de l'argent. Et quand il avait été sans place un été, il avait habité chez elle. Maria avait fait cela très volontiers, elle aimait ce jeune garçon. Elle ne se fâchait pas non plus quand il séduisait l'une ou l'autre pucelle de la bourgeoisie : comme elle le tenait pour un artiste, elle croyait que cela entrait dans le métier.

Pas plus tard qu'à Noël elle lui avait fait cadeau d'un smoking et ç'avait été le début de la brouille. Elle avait payé 85 marks pour ce machin-là et le vendeur du rayon d'hommes aux Galeries Dreyfus lui avait bien fait remarquer que c'était la pièce la plus chère qu'ils avaient en magasin. M. Willibald Pfeifer, cependant, avait fait la tête, parce que ce n'était pas du travail sur mesure. Un smoking de confection dégageait, selon lui, une odeur de pauvreté. Là-dessus, Maria lui avait tout simplement envoyé une paire de gifles ; c'était trop, même pour son amour. Et qu'est-ce qu'il a fait, le porc ? Fauché encore cent marks dans son bahut à linge, encore pris un billet pour Francfort, réussit à se faire engager au Palais de Cristal, et en trois mois arrive à la force de l'archet jusqu'à la place de premier violon, forme une troupe à lui et un jour, voyez-vous ça, Maria lit dans l'**Informateur Universel** qu'il joue au Café Adelmann avec son orchestre. Quatre fois, ils se sont rencontrés dans la rue, et quand elle y pense, aujourd'hui encore ça la fait rire. M. Willibald disparaissait chaque fois dans un magasin et une fois même, comme il n'y avait pas d'autre boutique à proximité, il s'était engouffré dans le magasin de gaines et corsets. Il s'était même laissé pousser une petite moustache, comme s'il voulait se déguiser. On aurait dit une rangée de crottes de mouches sous le nez... Maria se mit à rire. Du café Adelmann on entendait geindre le saxophone. Sûrement la fille du boucher Beraller était assise à une table et laissait fondre sa glace, éperdue d'admiration pour son élégant fiancé ! Qu'il soit heureux avec l'argent de la petite bossue, c'est pas moi qui empêcherai le mariage. Mais plus jamais je ne prendrai un musicien. Ce sont de pauvres types, et des lâches.

Les saxophones gargouillaient par-dessus la place ; la fraîcheur de la nuit de septembre flattait les toits de la ville qui se penchaient vers le fleuve ; des prairies dans la vallée, le brouillard montait en traînées lentes ; à la terrasse du café, les petites lampes brillaient confortablement, mais Maria sursauta.

Quelques ombres sortaient du poste de police. Ils avaient tous la même allure. Maria reconnut les chemises vertes du théâtre. Elle trembla. La lumière irrégulière sous les arbres ne permettait pas de les reconnaître dans le groupe. Le grand en brun y était-il ? Elle se leva. Suis-je folle, pensa-t-elle. Qu'est ce que j'ai ?

Ils étaient devant l'escalier de l'Hôtel de Ville, sous la lumière des grands lampadaires.

Maria traversa la rue, qui flanquait la place sur la droite. Elle trouva tout à fait normal d'aller vers ces gens qu'elle ne connaissait pas. Comme elle approchait, elle remarqua que le grand manquait. Sans hésiter elle demanda : « Celui qui est en brun n'est pas là ? »

On lui répondit : « Gardé pour l'interrogatoire. »

« Et vous ? »

« Relâchés après établissement des identités. »

(à suivre)

livres

Daniel GUERIN et Roland GERGENBACH

TOUT SAVOIR SUR L'ARMÉE EN FRANCE

Sous la forme de trente-cinq questions-réponses, les auteurs veulent nous donner le panorama le plus complet possible non seulement de l'armée française, de sa structure, de son histoire mais également des problèmes qui se trouvent liés à la question militaire comme par exemple la lutte des objecteurs de conscience, celle de la jeunesse scolarisée en 1973 ou bien encore la position du Programme commun de la gauche **sur la question. Et, à un moment où les jeunes du contingent se battent pour la reconnaissance de leurs droits démocratiques, on peut dire que ce livre arrive à point.**

Petit livre très utile et bien fait mais qui souffre cependant d'un grave défaut à la lecture : il paraît évident que les auteurs sont des antimilitaristes et toute leur sympathie va au contingent en butte à toutes sortes d'humiliations et à tous ceux qui refusent l'institution militaire comme par exemple les objecteurs de conscience. Et pour qui connaît le passé socialiste et libertaire de Guérin, cela ne peut étonner. Mais si une position antimilitariste transparaît bien au travers de nombreux textes, elles n'est jamais franchement affirmée ni surtout clairement expliquée au lecteur. Le ton « neutre » qui est parfois celui des auteurs semble ranger cet antimilitarisme comme une opinion parmi d'autres et est assez désagréable. Il aurait sans doute mieux valu, par clarté, différencier les questions techniques des questions politiques et exposer franchement le pourquoi de l'antimilitarisme des révolutionnaires.

Jean LIEVIN.

L'armée en France de Daniel Guérin et Roland Gergenbach. Editions Filipacchi. 6,60 F.

Chemin faisant, 1000 km à pied à travers la France d'aujourd'hui

Jacques LACARRIÈRE

Comme on aime la marche, on se laisse accrocher par le titre ; en lisant le texte imprimé sur la jaquette du livre, on se laisse tenter par cet auteur qui ne « **souhaite rien d'autre (...) que redonner à son lecteur le goût des herbes et des chemins, le besoin de se déplacer lentement, en retrouvant ses racines perdues et le grand message des horizons** ».

Malheureusement, quand on ferme le livre, on est un peu déçu.

L'auteur est un helléniste et il nous le fait bien sentir. Certes, celui qui marche dans un pays ne peut qu'apprécier le fait de savoir ce que signifie tel ou tel nom de lieu qu'il rencontre souvent. Mais Jacques Lacarrière a une façon bien à lui de nous dispenser en abondance des leçons d'étymologie.

Le reproche majeur qu'on peut faire à ce livre, c'est que précisément on découvre beaucoup moins « les herbes et les chemins » que les idées que l'auteur s'en fait, voire les associations d'idées ou les réflexions qu'ils lui inspirent. Et ce qui est peut-être chargé d'émotion pour lui, laisse le lecteur « à côté du livre ».

Michel VARNAL.

Chemin faisant. 1.000 km à pied à travers la France d'aujourd'hui, **par Jacques Lacarrière. Editeur : Fayard. 28 F.**

SÉLECTION TÉLÉVISION

Mardi 13 août

DEUXIEME CHAINE (20 h 35)

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : La libération de Paris. Le débat sera introduit par un montage de documents. Sont prévus à ce débat : Dankvart von Arnim, aide de camp du général von Choltiz, Raymond Dronne, Dominique Lapierre, co-auteur de **Paris brûle-t-il ?**, Georges Bidault, Jacques Duclos, le colonel Rol-Tanguy. Le débat risque de voir Bidault et Duclos se disputer la paternité de la Libération. En effet, le partisan de l'Algérie française participait, tout comme le PCF, au Comité National de la Résistance (CNR).

Jeudi 15 août

DEUXIEME CHAINE (21 h 40)

LE FEU DE LA TERRE : Vacances vulcanologiques. Les expéditions d'Haroun Tazieff.

Dimanche 18 août

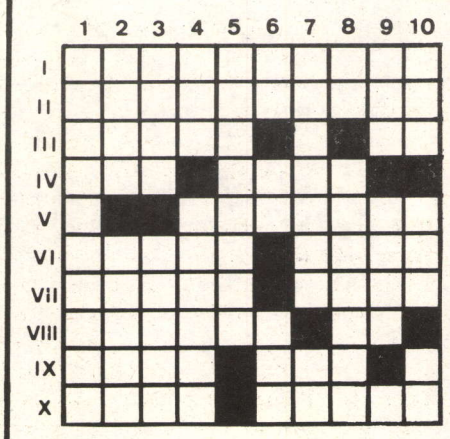
DEUXIEME CHAINE (22 h 20)

CINE-CLUB : Cycle « USA années 60 ». **Willie Boy,** un film d'Abraham Polonsky.

Lundi 19 août

DEUXIEME CHAINE (20 h 35)

L'ODYSSEE SOUS-MARINE DE L'EQUIPE DU COMMANDANT COUSTEAU : La vie sous un océan de glace.



HORIZONTALEMENT

I. Cliché. — II. Poursuit l'œuvre du marxisme. — III. Pour voler. Coutumes. — IV. Général esclavagiste - C'est reculer pour mieux sauter. — V. Lettre qui n'est pas dans l'alphabet. — VI. Belle-mère de Ruth - Ministre mahométan. — VII. Auteur norvégien - Terreurs des coiffeurs. — VII. A la fin du mois, c'est la ceinture qui l'est - Hors service. — IX. Aime se nicher dans les draps - Bière anglaise. — X. Périodes - Couronne le pape.

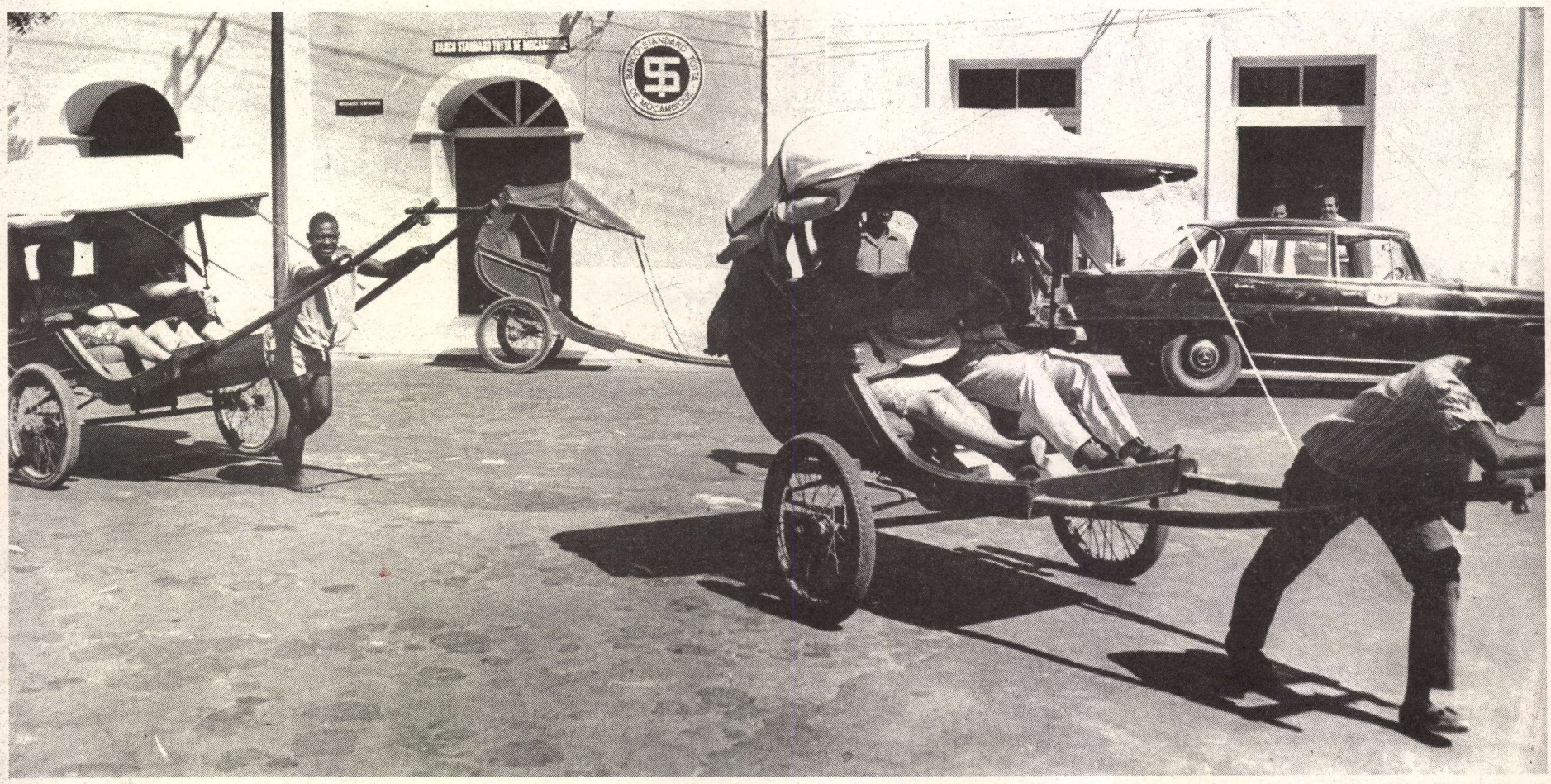
VERTICALEMENT

1. Cet antiléninisme ! — 2. Fait un choix - A l'armée, le faire sans réfléchir. — 3. Avait du souffle - Etres désordonnés. — 4. Fin d'aparté - Les larmes le sont souvent. — 5. Poète révolutionnaire victime du 1 vertical. — 6. D'accord - Abonnez-vous-y, moins de un franc le numéro - Manger en Angleterre. — 7. Franco a bientôt fini d'exercer la sienne - Mesure chinoise. — 8. Ville imaginaire - Nénuphar à fleurs blanches. — 9. A supplanté la Loterie Nationale - Céréale. — 10. Fin de participe - Sa dépêche a mis le feu aux poudres - Ile.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	S	■	R	E	A	G	I	R	A
II	R	I	T	E	■	U	R	N	E	S
III	T	■	R	■	P	L	A	N	T	E
IV	■	V	A	C	A	N	C	E	S	■
V	D	E	V	O	Y	E	E	S	■	M
VI	D	I	A	N	A	■	■	■	O	U
VII	■	L	I	G	N	E	E	S	■	R
VIII	I	L	L	E	T	T	R	E	E	S
IX	V	A	L	S	E	U	S	E	S	■
X	E	S	E	■	S	I	E	S	T	E

QUEL AVENIR SE PRÉPARE POUR L'ANGOLA DERRIÈRE LA RASSURANTE DÉCLARATION DE SPINOLA ?



Des colons blancs se font tirer en pousse-pousse, au Mozambique. (Ph. Sygma)

LA déclaration de Spinola affirmant que le moment de l'autodétermination est venu pour les colonies portugaises d'Afrique, corroboré par un communiqué du secrétaire général des Nations Unies en visite à Lisbonne, qui parle plus explicitement encore d'indépendance, constitue une étape. L'indépendance et la reconnaissance internationale de la Guinée-Bissau doivent être acquises à brève échéance. La même orientation pour l'Angola et le Mozambique est publiquement affirmée par le gouvernement de Lisbonne. Il est vrai que la déliquescence croissante des armées coloniales, la multiplication des cas de fraternisation spontanée entre soldats portugais et combattants des mouvements d'émancipation nationale limitent les possibilités de tergiversation des autorités portugaises.

L'Etat portugais se prépare donc à passer la main. Mais il ne lui est pas indifférent de savoir à qui et comment.

Et, surtout, la bourgeoisie portugaise, qui a suffisamment de raisons pour abandonner une forme de domination qui dépasse ses possibilités, n'est pas la seule impliquée du côté de ceux qui, jusqu'ici, avaient bénéficié de l'ordre colonial. A l'ombre de l'Etat portugais, instrument de l'oppression coloniale, prospéraient bien d'autres intérêts, et finalement autrement plus puissants que ceux de la seule bourgeoisie portugaise. Les énormes richesses minières de l'Angola en particulier, sans parler des plus grandes plantations ou des exploitations forestières, sont contrôlées par des trusts des grandes puissances impérialistes.

Le fouet est encore portugais. Mais il y a bien longtemps que les comptes en banque vers lesquels affluent les bénéfices réalisés sur le dos de ceux que le fouet frappe sont américains, français, britanniques, sud-africains ou belges.

Force est à tous ceux qui vivent de la sueur des peuples exploités des colonies portugaises d'Afrique de reconnaître que l'ère coloniale portugaise est révolue. Qu'il leur faut trouver d'autres formes pour préserver leurs intérêts. Et ils s'y emploient.

Non que ces intérêts soient fondamentalement menacés par les mouvements qui dirigent les luttes d'émancipation nationale. Ni par leurs programmes, ni par les forces sociales qu'ils représentent, ces mouvements ne visent à remettre fondamentalement en cause l'exploitation à laquelle l'impérialisme soumet leur pays.

Mais la certitude de trouver en ces mouvements nationalistes des «interlocuteurs valables» n'épuise pas les préoccupations des groupes capitalistes quant à la façon de préserver, voire pour certains renforcer leur participation dans l'exploitation des travailleurs comme des richesses de l'Angola, une fois le Portugal parti. D'autant moins qu'ils sont bien souvent concurrents entre eux.

Pendant que les peuples des colonies portugaises entrevoient, au travers des déclarations du porte-parole de l'Etat qui les avait opprimés, la réalisation des aspirations pour lesquelles ils avaient combattu, les différents regroupements impérialistes se préparent à faire en sorte que leurs intérêts ne soient pas lésés par le changement de régime. Ensemble, peut-être. Ou concurremment les uns des autres.

Le cas de l'Angola est complexe, avait affirmé Spinola. Il l'est en effet, mais du fait de la complexité du jeu auquel se livrent les groupes impérialistes.

La bourgeoisie portugaise et son Etat, les couches plus ou moins privilégiées de la minorité blanche établie dans ce pays, pour maintenir leurs privilèges respectifs, pour adapter leurs moyens de domination à la disparition inéluctable des anciennes conditions politiques.

Que se prépare-t-il dans le secret des états-majors des grandes sociétés minières, du côté de l'Etat portugais, ou encore au sein de ces couches de petits blancs dont les privilèges sont souvent inversement proportionnels à la colère qu'elles éprouvent à l'idée de les perdre ?

La barbarie coloniale, en jouant les « petits blancs » contre la majorité noire opprimée, en dressant les ethnies et les tribus les unes contre les autres — en utilisant dans le cadre de la guerre coloniale elle-même, en particulier, des soldats d'une ethnie pour réprimer dans la région d'une autre ethnie — a suffisamment accumulé de matériaux explosifs pour que le départ de la puissance colonisatrice puisse, en tout état de cause aboutir à des affrontements sanglants et inutiles. Mais ceux qui ont contribué à accumuler tous ces matériaux explosifs sont de surcroît là, avec une allumette enflammée à la main. Prêts à jouer à fond les divisions entre mouvements nationalistes concurrents, entre « petits blancs » et majorité noire, entre ethnies. Prêts à encourager tout particularisme tribal susceptible d'aboutir à dépecer l'Angola, en en arrachant les régions les plus riches au besoin. Prêts en tout cas à brandir cette menace pour amener leurs interlocuteurs nationalistes à plus de souplesse.

Les peuples de l'Angola ou du Mozambique ont longtemps souffert de la barbarie coloniale. L'impérialisme a bien d'autres formes de barbarie en réserve, si la possibilité lui est laissée d'en user. C'est bien pourquoi les déclarations de Spinola, même si elles sont suivies rapidement d'effet du côté du Portugal, ce qui n'est pas certain, ne mettent pas un terme aux souffrances des exploités d'Angola ou du Mozambique, ni à la nécessité de lutter pour y mettre fin.

Georges KALDY.